

Nous entrons dans une civilisation du travail

Alain Touraine

Numéro 32, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002403ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002403ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Touraine, A. (1999). Nous entrons dans une civilisation du travail. *Cahiers de recherche sociologique*, (32), 163–182. <https://doi.org/10.7202/1002403ar>

Résumé de l'article

Dans les années récentes, on a beaucoup parlé de la fin du travail, parfois même d'une naissante civilisation des loisirs appuyée sur la réduction du temps de travail et un déplacement des aspirations du monde professionnel vers le monde plus personnel de la culture et des activités libres. En fait, le déclin de l'idée de travail accompagne celui de l'idée plus large de société de production, parce que le capitalisme financier exerce une influence dominante sur la vie économique. Que les membres d'une société soient appelés à se comporter en consommateurs plus qu'en travailleurs cadre avec cette domination. Si, au contraire, on remplace l'idée de consommation par celle de création d'un projet personnel de vie fondé sur l'estime de soi, on voit que le travail est un élément essentiel de cette construction d'une histoire de vie, surtout quand le chômage et la précarité frappent une partie importante de la population. Bref, tout porte l'auteur à croire au retour, à la fois nécessaire et possible, à une société de production et de travail.

Nous entrons dans une civilisation du travail*

Perspectives théoriques

Alain TOURAINE

1 Le travail en hausse

La raison principale de ma résistance à l'idée de «fin du travail» est qu'elle oppose une société du travail à une société qu'on peut appeler du temps libre, alors que l'expérience que nous vivons depuis un quart de siècle est d'une nature bien différente: c'est le recul croissant de la société de production et sa domination par la société de marché, ou, pour employer des termes classiques, le recul de la société industrielle au profit de la société capitaliste. Ce n'est plus la production mais l'échange qui a commandé pendant les dernières décennies, au moins en apparence, puisqu'on se rend enfin compte aujourd'hui que les mutations et les innovations technologiques ont joué un rôle au moins aussi important que la trop fameuse mondialisation. Il y a toujours deux manières de définir une société économique: la première se formule en termes de forces productives et de rapports sociaux de production. C'est un tel point de vue qu'on adopte quand on parle de société industrielle ou des rapports de classes. L'autre met l'accent sur le mode historique de modernisation ou de transformation économique. C'est ainsi qu'on distingue des sociétés régulées et transformées par le marché, d'autres dont l'évolution est commandée par un État national ou étranger, et d'autres encore, dirigées par une bourgeoisie étrangère dont l'action est garantie par un rapport de domination, en particulier colonial. On ne doit pas confondre la société industrielle avec le mode d'industrialisation capitaliste. Cette confusion a pourtant fréquemment été faite: les expressions «société industrielle» et «société capitaliste» ont souvent été considérées comme synonymes. De la même manière que «mouvement ouvrier» et «socialisme» l'ont été, alors que le premier nomme un acteur du conflit structurel de la société industrielle et le second un modèle anticapitaliste de développement et d'industrialisation.

* Texte de la conférence donnée au XIVe Congrès mondial de sociologie à Montréal, le 27 juillet 1998. On trouvera la version anglaise du texte de cette conférence dans *The Canadian Journal of Sociology*, vol. 24, no 4, Automne 1999.

Nous avons été tellement habitués, au cours de la période d'après-guerre, à vivre dans une société industrielle et même à l'analyser comme telle contre des idéologies qui refusaient de reconnaître le fait industriel, l'importance des formes de travail et d'organisation des entreprises, que nous sommes surpris de nous retrouver dans une situation où l'ouverture des marchés a des effets plus visibles que l'évolution des modes de production. Il suffit pourtant de regarder un peu plus loin en arrière pour comprendre qu'en revenant dans une société plus capitaliste qu'industrielle, nous nous sommes éloignés de 1950 mais rapprochés de 1900. Le thème actuel de la mondialisation ressemble beaucoup à l'analyse faite au début du siècle, en particulier par Hilferding, du triomphe du capitalisme financier, et les crises et krachs d'aujourd'hui nous font la même impression que ceux de la fin du XIX^e siècle sur nos arrière-grands-parents. De cette observation je tire la conclusion, à mes yeux importante, que nous sommes aujourd'hui, comme avant-hier, victimes d'une vision purement capitaliste de la société, alors qu'au cours des décennies d'après-guerre — et déjà peut-être dans les années vingt — nous avons cédé à une vision purement industrielle de la société, qui était pourtant aussi capitaliste que les sociétés de 1900 et de 1990 étaient ou sont industrielles ou postindustrielles.

Ce qui s'oppose le plus réellement à la société du travail et de la production, ce n'est pas la société du loisir et de la consommation ou de la liberté personnelle, c'est la société capitaliste. Mais ce mot a été employé en tant de sens divers qu'il doit être brièvement défini pour pouvoir être employé ici. On appelle capitaliste une économie où le marché rejette toute forme de régulation externe, en particulier politique ou religieuse, et cherche en revanche à utiliser toutes les autres composantes de la vie sociale — en particulier les «ressources humaines» — pour ses propres finalités. Le développement capitaliste est un des aspects les plus importants de la disparition des pouvoirs politiques centraux, de l'autonomie croissante des sous-systèmes sociaux, tendance dont beaucoup, depuis Weber, ont fait une caractéristique centrale de la modernité. Ce qu'on peut appeler l'illusion européenne, et en particulier britannique, a été de croire qu'il n'y a pas d'autre mode de développement possible que celui que Polanyi a si bien analysé. En fait, l'autonomie et le pouvoir central du marché ne se sont pas imposés partout. Ils ont eu beaucoup moins d'importance dans les pays qui ont associé l'idée nationale à celle de modernité et surtout dans ceux qui ont associé une libération anticoloniale avec la croissance économique.

Ce qui explique que l'idée de société industrielle se soit imposée dans l'après-guerre, c'est qu'à cette époque, la plus grande partie du monde a élaboré et appliqué des plans intégrés de développement

national, dans lesquels objectifs économiques, sociaux et nationaux étaient tellement liés que l'esprit capitaliste, c'est-à-dire l'autonomie et la prédominance de l'économie de marché, était soit étroitement contrôlé, soit même détruit comme dans les pays communistes et dans certains pays nationalistes.

Il ne fait pas de doute qu'à partir des années soixante-dix on assiste à un épuisement de ces modèles globaux dirigés par des États volontaristes, planificateurs ou incitateurs, et à une ouverture rapide des marchés mondiaux, accélérée à la fois par l'apparition de nouveaux pays industriels et aussi par les nouvelles techniques de communication. Mais nous ne pouvons pas dire que nous sommes passés d'une société industrielle à une société de marché, puisque les deux termes n'appartiennent pas au même ensemble. Il faut dire qu'à des sociétés dont l'aspect industriel l'emportait sur l'aspect capitaliste ont succédé des sociétés dont l'aspect capitaliste l'emporte sur l'aspect industriel. Ce qui laisse la possibilité de dire que cette phase historique est à son tour en train de s'achever et que nous entrons de nouveau dans des sociétés qui se définissent en termes de modes de production. Ce qu'indique l'écho suscité par les analyses pionnières de Robert Reich et de Manuel Castells est la conscience vive — surtout en Europe, mais aussi au Japon — que l'avantage principal que les États-Unis ont sur eux est leur maîtrise des nouvelles technologies qui ont été inventées et développées aux États-Unis. Ceux qui croient que nous sommes passés de sociétés de production à des sociétés de consommation ne se rendent en général pas compte que ce qu'ils appellent la consommation est en fait le capitalisme. Même ceux qui dénoncent le règne de la marchandise — en général avec moins d'originalité que Marx au siècle passé — devraient rechercher derrière le monde des objets les relations sociales de domination qui permettent au système capitaliste d'imposer la logique du marché aux autres secteurs de la vie sociale. Même si la formule que je vais employer ne s'applique qu'à certains des défenseurs de l'idée de fin du travail, il me semble possible de dire que ce thème appartient avant tout à l'idéologie capitaliste et à son effort pour détruire l'autonomie de la plupart des domaines de la vie sociale, et en particulier de la production.

Ce passage de la société industrielle à la société capitaliste, de Saint-Simon, Taylor ou Ford aux chantres de la mondialisation, est probablement de courte durée et on assiste déjà à un retour non pas à la société industrielle, mais à un nouveau mode de production, à la société informationnelle. Cette observation ne doit pas conduire à l'idée trop simple d'une succession de phases opposées, de l'alternance de périodes pendant lesquelles la société se perçoit d'abord comme société de production et de rationalisation et de celles où les idées d'échange, de marché et de capital financier conquièrent une place centrale. Il faut

revenir ici à l'analyse classique de Polanyi. Le plus souvent, et en tout cas dans la modernisation européenne, qui fut la plus précoce et obtint les résultats les plus spectaculaires sur le plan économique, c'est la méthode capitaliste qui l'a emporté. Les contrôles sociaux, politiques, religieux ou culturels de l'économie ont été détruits ou très réduits, et un pays comme la Grande-Bretagne a conquis une prééminence mondiale durable par la vigueur de ses choix économiques et par sa destruction délibérée de toutes les formes de contrôle social et politique de ces choix. Mais une dissociation extrême de l'économie et de la société conduit au triomphe de la violence et à des crises sociales graves, car il semble contradictoire que l'économie, système de moyens, prime la politique, qui détermine les fins. L'histoire des sociétés industrielles fut celle des ruptures capitalistes, généralement rapides et complètes — comme ce fut le cas récemment avec l'entrée de la Pologne dans l'économie de marché, le 1er janvier 1990 —, suivies d'une lente et difficile remontée des politiques sociales et des politiques associant objectifs économiques et sociaux. Si l'on applique ce raisonnement à l'époque actuelle, on peut penser que nous venons de vivre une période de rupture capitaliste pendant laquelle ont été détruites un grand nombre de formes de contrôle politique et social de l'économie, dont beaucoup étaient devenues inopérantes ou même dysfonctionnelles, et qu'après cette transition aussi violente que nécessaire nous cherchons, comme nous le fîmes à la fin du XIXe siècle, surtout en Grande-Bretagne et en Allemagne, à reconstruire des politiques sociales et en même temps à redonner priorité aux problèmes de la production par rapport à ceux de l'échange. L'idée de fin du travail, qui a été conçue en général dans un esprit non ou même anticapitaliste, pourrait bien être une des manifestations tardives du triomphe de l'esprit capitaliste sur l'esprit industriel, alors que dans presque tous les domaines de la vie sociale on assiste déjà à un retour des références au travail et à la production. Les sciences sociales du travail, triomphantes dans la période d'après-guerre, puis en recul si fort qu'elles ne s'intéressaient plus aux problèmes de l'emploi, réapparaissent en portant un nouvel intérêt aux problèmes de la production, de l'entreprise et du travail, grâce surtout aux économistes qui ont mieux résisté que les sociologues à la chute apparente de l'idée de société industrielle.

Les syndicats, de leur côté, qui avaient d'abord développé, avant la Première Guerre mondiale, un *market unionism*, avaient peu à peu accordé une importance centrale aux problèmes du travail, au point de s'intéresser de près aux méthodes d'organisation du travail, aussi bien dans l'Allemagne de Weimar et aux États-Unis de la même période que dans l'Union soviétique de Lénine ; attaquant les méthodes de productivité d'après-guerre, ils n'ont parlé ensuite que des problèmes de l'emploi, mais ils commencent eux aussi à s'intéresser de nouveau aux aspects professionnels des nouvelles formes de production.

Si l'on adopte ce mode général d'analyse, le thème de la fin du travail apparaît sous un jour bien différent de celui sous lequel on le place en général.

Un deuxième type d'analyse doit conduire, lui aussi, à une remise en cause de l'idée de fin du travail. Il s'agit de la nature changeante du développement économique. Dans une première phase, celui-ci reposait avant tout sur l'accumulation du capital et du travail; c'était l'époque des grandes migrations de l'agriculture vers l'industrie; celle aussi de taux de croissance souvent élevés. L'idée de travail se confondait alors avec les activités directes de production et souvent même avec un effort physique direct. Dans les plans de reconstruction de l'après-guerre en Europe s'est ainsi créée une exaltation du travail productif, de l'industrie lourde, de l'énergie et même du feu créateur, qu'on avait déjà connue dans l'Union soviétique des premiers plans quinquennaux célébrés par Eisenstein. Nous avons appris ensuite qu'un développement économique endogène, une *self-sustaining growth*, supposait l'intervention de facteurs indirects de production, de l'éducation aux moyens de communication, d'une administration publique efficace à un bon recrutement des élites dirigeantes. Pendant cette période, nous avons appris à appeler travail ce que nous appelions avant autrement. Même si les enseignants résistent à définir leur activité comme ressource pour l'emploi et la production, nous concevons depuis longtemps l'éducation comme un facteur de production, et cette idée n'a cessé de se développer au point qu'aujourd'hui beaucoup considèrent la connaissance comme le principal facteur de croissance. Ce qui n'aboutit nullement à réduire la production intellectuelle à des objectifs utilitaires à court terme, mais au contraire à reconnaître l'importance centrale, et donc la nécessaire autonomie, de la production de connaissances, qui, comme chacun sait, ne peut pas être soumise à des critères d'utilité immédiate, mais qui joue un rôle si grand dans la croissance et la modernisation économiques qu'elle doit être respectée et protégée. L'époque où l'enseignement et la recherche étaient considérés comme des coûts est révolue; ils sont considérés comme des investissements. L'opposition du secteur productif et des secteurs non productifs est en voie de disparition, presque autant que celle, propre aux sociétés préindustrielles, de l'activité politique et de l'activité économique, du citoyen et du travailleur. Plus précisément, la séparation presque complète qui existait entre l'administration publique et les entreprises privées a largement disparu et lorsqu'elle existe encore, elle est considérée comme un héritage encombrant du passé. Plus récemment, à l'idée de *self-sustaining growth* s'est ajoutée ou substituée celle de *sustainable growth*. Aux facteurs directs et indirects de production s'est ajoutée la prévention des risques majeurs, qu'ils concernent l'environnement ou l'organisation sociale elle-même, qui devient de plus en plus fragile à mesure qu'elle change plus rapidement et qu'elle

est plus complexe. Bien des activités qui apparaissaient avant étrangères à la sphère de la production y entrent maintenant. C'est même vrai pour des activités bénévoles mais dont la fonction sociale est reconnue, comme l'assistance scolaire, les interventions humanitaires et naturellement la lutte contre les risques écologiques. Nous voyons que le monde de la production et, par conséquent, l'idée de travail s'étendent au-delà de ce qui est comptable et on peut imaginer que de plus en plus la gestation et l'éducation d'un enfant seront considérées comme un travail, au même titre que la prise en charge de parents âgés. Toute activité est susceptible d'être considérée comme travail dans la mesure où elle concourt à un développement durable. La sphère du temps libre, au contraire, s'appauvrit plus qu'elle ne s'enrichit, car la consommation est très largement déterminée par le marketing, et au-delà de la pratique de certains sports, qui deviennent eux aussi professionnels, l'écoute à la télévision des épreuves sportives est incorporée à la sphère marchande par le mode de financement des chaînes de télévision.

Il est habituel, banal même, de dénoncer la commercialisation des goûts et des sentiments, mais cette réaction, qu'elle soit justifiée ou non, ne doit pas masquer ce qui est plus important, à savoir qu'un nombre croissant d'activités apparaissent comme nécessaires au fonctionnement de la société économique. Il n'y a plus de frontières entre amateurs et professionnels. La professionnalisation de nouvelles activités et leur régulation sociale constituent un phénomène plus important que l'apparition de nouvelles formes d'activité de loisir. Qu'une part de plus en plus faible de la population se consacre aux activités directement productives, à l'agriculture, à l'industrie ou aux transports est un fait certain, et si nous sommes depuis longtemps conscients de la baisse de la population active agricole, nous commençons depuis dix ans à peine à comprendre que la grande industrie, mécanisée et robo-tisée, supprime des emplois et en particulier des emplois non qualifiés. Si nous ne sommes plus sensibles à la thèse du «déversement», formulée en particulier par Alfred Sauvy, c'est-à-dire au transfert de la main-d'œuvre du secteur primaire au secteur secondaire, puis de celui-ci au secteur tertiaire, c'est d'abord parce que la définition de ces secteurs est devenue source de confusion plus que de clarté et surtout parce que les activités nécessaires à une *sustainable growth* dépendent largement des interventions publiques — pas nécessairement étatiques — pour être reconnues comme des travaux et donc être organisées. Le déversement des activités anciennes vers des activités nouvelles est de moins en moins analysable sous un angle purement économique. Mais je ne vois pas pourquoi on ne considérerait pas le recyclage de la main-d'œuvre, les soins aux vieillards dépendants ou la protection de l'environnement comme du travail, au même titre que l'utilisation de machines-outils ou l'enseignement. Je m'étonne même que cette extension du travail ne

soit pas perçue comme une évidence.

Comme je l'ai indiqué rapidement, la qualification du travail tient en partie au fait que les nouvelles techniques de production et aussi la délocalisation des productions les moins qualifiées ont supprimé dans les anciens pays industriels beaucoup d'emplois non qualifiés et que le chômage touche le plus fortement ces travailleurs les moins qualifiés et les moins éduqués. La pyramide des qualifications s'est déformée jusqu'à ressembler de plus en plus à un cylindre et elle se transformera bientôt en tronc de cône renversé. Ce qui donne au travail une place de plus en plus importante dans la vie individuelle, puisque le travail qualifié et surtout professionnalisé appelle plus d'investissements cognitifs et affectifs. Le médecin, l'informaticien, le chercheur ou la vedette de télévision s'engagent si fortement dans leur travail qu'ils deviennent souvent *workoolics*. Faut-il parler de la fin du travail quand un nombre rapidement croissant d'hommes et de femmes remplissent des fonctions intéressantes et motivantes? Faut-il parler de fin du travail quand ceux qui en sont privés par le chômage sentent leur personnalité agressée et détruite?

Au-delà de ces constatations simples, on peut affirmer que notre système de production fera moins souvent appel à l'augmentation de la productivité du travail qui supprime des emplois et plus souvent à l'élévation de la productivité du capital, c'est-à-dire aux activités qui créent plus de production et d'emplois avec un plus faible apport de capital. Ces activités à haute productivité du capital sont surtout de deux ordres. Le premier, le plus important, est celui des *knowledge industries*. Ceux qui inventent des programmes, qui font des calculs, aussi bien que les épigraphistes qui relèvent des inscriptions anciennes, mobilisent le plus souvent peu de capital. Aux États-Unis, la création de nouveaux emplois *high-tech* a toujours été plus importante que celle d'emplois non qualifiés du tertiaire, comme l'a rappelé avec force Robert Solow.

Mais l'autre catégorie de travail à haute productivité du capital est bien liée à celle des services personnels, y compris les emplois qu'on range dans l'économie informelle parce qu'ils n'entrent pas dans les systèmes d'imposition et de protection sociale. C'est en partie le développement de ces emplois simples qui empêche le chômage important du sud de l'Italie ou de l'Espagne d'avoir des conséquences insupportables pour ces pays. Pour cette raison aussi que les immigrés latino-américains aux États-Unis sont d'importants créateurs d'emplois, même s'il s'agit seulement de laver des pare-brise, de vendre des glaces ou d'installer des *pressings*. Ce n'est pas l'idée de travail qu'il faut remettre en cause, mais plutôt une certaine image, de plus en plus dépassée, de la production industrielle. Il est vrai que dans les pays européens comme dans d'autres, les mines, la sidérurgie, les chaînes de

production en grande série emploient de moins en moins de salariés et aussi que l'image du travail asservissant est de plus en plus éloignée de la réalité. Mais parler de transformation du travail est bien différent d'affirmer la fin du travail. Ces trois ordres d'observations et d'arguments me semblent justifier l'expression, en apparence provocante, que j'ai choisie en titre de cet article. Il n'est pas vrai que l'automatisation des tâches de production industrielle entraîne une diminution massive des emplois, l'extension du chômage et la nécessité de recentrer l'existence du plus grand nombre sur la vie hors travail.

2 La perte de travail

Mais ces arguments ont peu de prise sur ceux qui voient le chômage s'étendre dans leur pays ou rester à un niveau élevé et de nombreuses entreprises délocaliser une partie de leurs activités vers des pays à faibles salaires ou encore les conditions de travail se détériorer avec l'accroissement rapide des contrats à durée déterminée, du temps partiel non choisi et de toutes les formes de précarité.

À l'image positive du travail semble se substituer le thème très négatif de la flexibilité qui réduit le travail à une marchandise et semble exclure tout contrôle sur la vie professionnelle et personnelle par les travailleurs. Cette conscience douloureuse est fondée. En même temps que s'étend la sphère du travail, le chômage et la précarité augmentent bien au-delà des chiffres officiels. Les statisticiens de l'Union européenne ont avancé des chiffres de non-emploi beaucoup plus élevés. On peut penser que, dans un pays comme la France, la proportion de ceux qui sont en état de travailler et qui n'ont pas de travail est d'un quart ou même d'un tiers de la population dite active. Dans ce même pays, on a évalué à 12 ou 13 millions la population qui vit dans la précarité et des proportions comparables peuvent s'observer aux États-Unis ou en Grande-Bretagne.

L'idée de fin du travail est avant tout la projection, par ceux qui n'ont pas de travail ou qui se sentent menacés de perdre leur emploi, du sentiment partout répandu qu'il n'y aura plus de travail pour tout le monde, qu'on ne reviendra jamais au plein emploi et qu'il faut répartir le travail devenu un bien rare, le rationner, comme l'alimentation en période de disette. Cette peur du manque de travail, et donc de l'écroulement du système de protection sociale fondé sur le travail, est si vive qu'on ne peut certainement pas l'attribuer à une erreur de jugement. Elle correspond à une dégradation réelle de la situation des salariés.

Celle-ci est le reflet du triomphe de la société capitaliste sur la société industrielle. Les mouvements de capitaux ne correspondent que dans une proportion infime au commerce international des biens et services. On a vu pendant de longues années des pays européens réduits à un bas taux de croissance, alors que les entreprises avaient des ressources considérables mais qu'elles préféraient engager dans des circuits financiers où se rencontraient souvent des aubaines au lieu d'investir dans les activités de leur secteur, faute de prévisibilité de l'avenir ou à cause du rendement financier plus bas des investissements industriels, ou encore en invoquant les complications administratives et sociales qu'entraînent des activités productives qui sont très réglementées. Il ne suffit pas ici de mettre en cause le comportement des entreprises; il faut considérer l'ensemble d'une situation qui n'est pas favorable à l'investissement créateur d'emplois.

La création d'entreprises, qui est difficile dans beaucoup de pays, et le recrutement et la formation des élites, par exemple en France, qui produit des dirigeants gérant des grandes organisations, publiques ou privées, plutôt que des entrepreneurs, se heurtent soit à la faiblesse de capital de risque, soit à la complexité et au coût des marges de manœuvre administratives. Le mélange des spéculations financières et de l'interventionnisme administratif, qui caractérise beaucoup de pays européens, est défavorable à la création d'emplois. Les grandes crises financières qu'a connues le Japon depuis dix ans expliquent le recul de la production et de l'emploi dans ce pays en 1998, et des crises aussi dramatiques que celles du Mexique en 1982 et en 1994 ont évidemment eu des effets négatifs sur l'emploi et les rémunérations.

Nous commençons aussi à être conscients du fait que la part des salariés dans le revenu national a très fortement baissé (près de 10 points en Allemagne et en France). Il faut ajouter, au moment où l'on parle de partage du travail, que, malgré une forte augmentation générale de la productivité, la durée moyenne du travail a peu diminué au cours des deux dernières décennies, même là où la durée légale du travail a légèrement reculé. Le lien qui semblait solide entre l'augmentation de la productivité, la diminution de la durée du travail et l'élévation du niveau de vie s'est rompu. Les salariés, qui représentent la grande majorité de la population active, ont profité moins que d'autres des progrès de la productivité qui, au contraire, a augmenté le chômage dans les secteurs industriels classiques. On a même pu parler, avec Robert Castel, du recul de la «société salariale». De plus en plus d'individus reçoivent une rémunération qui n'est plus liée à la production mais au marché. Il s'agit, au sommet, des *golden boys* de toutes natures, qui reçoivent des rémunérations élevées dans la mesure où ils font gagner beaucoup d'argent à leurs entreprises. À la base, on voit augmenter la masse des sans-travail et de ceux qui tombent dans le

secteur informel, le travail clandestin, l'assistance ou la misère. C'est bien la société définie par l'appartenance à des organisations de travail et par la liaison de la production et de la rémunération qui subit une crise grave face au triomphe de la logique proprement capitaliste sur la logique industrielle, et plus largement de production, comme je l'ai déjà indiqué. Ce recul du travail salarié est plus visible là où la précarité diffuse est en partie remplacée par un chômage complet. Denis Olivennes, dans un article qui fit grand bruit, a dit que la France et d'autres pays avaient «choisi le chômage», c'est-à-dire concentré la crise de l'emploi sur certaines catégories. La protection du salarié du secteur public, celle — au moins partielle — des salaires des hommes adultes et des mécanismes de préretraite ont concentré le chômage avant tout sur les femmes et plus encore sur les jeunes, chez qui le taux de chômage atteint des niveaux si élevés qu'on voit se former des zones géographiques où les jeunes exerçant une activité professionnelle, généralement peu qualifiée, sont nettement en minorité. De récentes visites dans des quartiers populaires de la banlieue de Lyon comme les Minguettes, à Vénissieux, ou le quartier du Mas du Taureau, à Vaulx-en-Velin, m'ont montré des sociétés définies tout entières par le manque de travail, comme d'autres, pendant longtemps, avaient été définies par la dureté des conditions de travail et l'exploitation.

C'est pourquoi s'est répandue l'idée d'exclusion qui s'est substituée à celle d'exploitation. Ceux qui en sont victimes emploient rarement ce terme qui leur semble les mettre hors société et, par conséquent, les empêcher de retrouver du travail et d'autres formes de participation sociale. Il est vrai, en effet, que partout, même là où le manque de travail touche certaines catégories, une proportion notable des chômeurs rentrent dans la population active. Mais l'opinion publique est plus sensible, à juste titre, à l'augmentation des chômeurs de longue durée et au fait que les allocations de réintégration, si elles aident à survivre, réussissent rarement, de plus en plus rarement, à réaliser cette réintégration. Tout se passe, en effet, comme si notre société n'avait plus assez de travail pour tous, et les accusations portées contre les cumulards, ceux qui font beaucoup d'heures supplémentaires ou ceux qui exercent un emploi salarié tout en recevant une retraite civile ou militaire, ne visent que des phénomènes relativement limités. Il n'y a plus assez de travail pour tous: telle est la conviction dominante, si dominante que les grèves menées dans des secteurs protégés sont néanmoins appuyées par une opinion publique qui se sent solidaire de ceux qu'en d'autres temps on aurait considérés ou critiqués sinon comme des privilégiés, du moins comme des défenseurs d'intérêts acquis.

Cette représentation a été et est une des sources principales des campagnes pour la réduction du temps de travail, souvent nommée

partage du travail, expression qui renforce encore l'idée qu'il s'agit de partager une quantité insuffisante de travail. Cette idée est pourtant beaucoup plus élaborée que ce qu'on a appelé le traitement social du chômage, qui consistait à masquer le chômage par la création de stages ne débouchant en général sur aucune formation professionnelle, par l'extension des catégories jugées inaptes au travail, technique à laquelle les Hollandais ont beaucoup recouru, ou par la pression en faveur du travail à temps partiel. Car il y a dans la loi française dite des 35 heures, et qui sera peut-être imitée en Italie et en Espagne, et qui a déjà eu des précédents dans certains secteurs de l'économie allemande par la voie de négociations collectives, une vision beaucoup plus positive qu'on ne le dit en général. Il ne s'agit pas, en effet, de diminuer la durée du travail individuel sans baisse de salaire, ce qui élèverait les coûts de production et risquerait d'augmenter le chômage par perte de compétitivité. Il s'agit, au contraire, de transférer les fonds publics qui vont à l'aide aux entreprises et à l'indemnisation des chômeurs vers la création d'emplois fortement subventionnés, au moins au départ, par l'État. Une telle initiative est possible quand le coût d'un chômeur est presque aussi élevé que celui d'un travailleur peu qualifié. Le transfert de l'argent public vers la création d'emplois rend celle-ci peu coûteuse et a même l'avantage comptable pour l'État de transformer des subventions en revenus sur lesquels sont prélevées des cotisations, ce qui améliore les comptes de la Sécurité sociale. Cette mesure a été mal accueillie de beaucoup de côtés, car elle recourt de nouveau à une loi, alors que des négociations décentralisées seraient une bien meilleure technique d'action. Mais ces justes critiques portent contre l'incapacité traditionnelle de la France, en 1936 et en 1968 comme en 1997, d'organiser des négociations collectives et ne peuvent donc pas atteindre l'idée de partage du travail. Celle-ci a un aspect positif en même temps qu'un aspect négatif. L'aspect positif est d'affirmer l'importance du travail pour l'identité personnelle; son aspect négatif est qu'elle renforce l'idée qu'il n'y a pas assez de travail pour tous et qu'il faudrait, en réalité, que les salariés fassent des sacrifices pour permettre aux chômeurs d'accéder à une activité. Idée exacte, car le financement de la diminution de la durée légale du travail n'est pas assuré entièrement par l'État; il suppose aussi une stabilité des salaires malgré l'augmentation rapide de la productivité. Il est donc inévitable que cette mesure, porteuse de significations très positives, en particulier parce qu'elle valorise l'idée de travail contre celle de subvention et d'assistance, soit interprétée par beaucoup comme la confirmation de la crainte la plus répandue: il n'y a pas de travail pour tous, crainte qui s'est même aggravée: il y aura de moins en moins de travail, expression qui n'est pas chargée par l'attente positive d'une société de loisirs, mais au contraire par l'attente négative d'une absence de travail qui entraînera, pour la majorité des salariés et des chômeurs, l'affaiblissement et

la chute du système de protection sociale qui repose sur les cotisations des employeurs et des salariés.

3 Le travail et le sujet

Cette analyse de la loi sur le partage du travail montre l'importance centrale de la référence actuelle au rôle positif du travail dans la formation de la personnalité, c'est-à-dire de la capacité d'un individu de donner sens à ces situations et de les transformer en expériences personnelles. Mais on ne peut aborder ce thème si important qu'après avoir reconnu l'affaiblissement de ce qu'on pourrait appeler le modèle culturel de la société industrielle. Celle-ci n'a pas donné une importance centrale au travail, mais plutôt à la production, à la rationalisation et au profit. Elle a donné assez peu d'importance aux acteurs et beaucoup aux méthodes de la production. L'esprit d'entreprise, c'est-à-dire le risque assumé du capital, les méthodes de rationalisation, et, de l'autre côté, les contradictions croissantes du système dit capitaliste ont été les principes les plus importants de la culture industrielle. Elle parle d'épargne, d'investissement, d'effort, d'énergie, de prévision, toutes notions qui ont des relations — parfois très étroites — avec l'idée de travail; mais, contrairement à la représentation que nous avons aujourd'hui de la société industrielle, la notion de travail n'y a pas occupé une place centrale, car la pensée industrielle est à la fois scientiste et naturaliste, comme l'était déjà la philosophie des Lumières. L'idée de progrès indique clairement que les transformations sociales sont commandées par une maîtrise croissante de la nature, et ces transformations sont définies en termes objectifs de création technologique, de niveau de vie ou de mobilité sociale. Le travailleur même n'est une figure centrale de la société industrielle que comme agent de production ou comme prolétaire exploité. Qu'on en appelle à l'union internationale des prolétaires ou aux efforts progressistes de la rationalisation du travail et de la recherche de la *one best way*, le travail et même le rapport du travailleur à son travail ne sont certainement pas centraux, sont même très peu présents dans les idées, les débats et les conflits d'une société industrielle qui s'est définie en termes économiques et, secondairement, techniques ou politiques, mais presque jamais sous l'angle du travail et de sa signification pour les travailleurs.

Ce n'est pas un hasard si ce qu'on a appelé la sociologie du travail, et qui fut d'abord une sociologie industrielle, est apparue assez tard, alors que dès le début de l'industrialisation européenne, de Marx à Durkheim et à Weber, les réflexions sur la société industrielle ont été si présentes qu'on a pu définir la sociologie comme une analyse critique de la société industrielle. Il a fallu attendre les années trente et les premières recherches menées par F. Roethlisberg à la Western Electric,

puis, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'ensemble considérable d'enquêtes et d'analyses menées en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Belgique, en Italie et en France, et surtout l'œuvre importante de Georges Friedmann, pour que le thème du travail passe au premier plan. En écrivant, en publiant *Problèmes humains du machinisme industriel* (1948), *Où va le travail humain?* (1953) et *Le travail en miettes* (1956), Friedmann contribua de manière importante au développement d'une pensée sur le travail, qui a été nourrie aussi par les travaux des psychologues et des ergonomes. Nous sommes tellement préoccupés aujourd'hui par la réalité du chômage, et donc par les problèmes d'emploi, que nous nous sentons trop souvent éloignés de l'ensemble de travaux et de débats qui s'est développé de 1945 à 1970 surtout et qui s'est organisé autour de l'idée de travail. Deux thèmes ont été plus particulièrement explorés. Le premier concernait les liens entre évolution technique et évolution professionnelle et se centrait surtout sur les formes de production de masse, en particulier sur le travail à la chaîne ou à cadence imposée, et sur les effets psychologiques de ce type de contraintes. Plus intéressantes encore ont été les études portant sur les conduites des travailleurs. Alors que l'idée des luttes de classes avait été liée à une analyse économique des contradictions du capitalisme, on a vu apparaître l'idée de «conscience ouvrière» pour interpréter les grands conflits ouvriers et surtout le lien entre la conscience de classe et le choc entre l'autonomie professionnelle des ouvriers de métier et une rationalisation industrielle directement liée aux intérêts patronaux, à l'augmentation du profit. Ce changement de perspective est d'une grande importance, puisqu'il substitue une analyse centrée sur l'acteur à celle qui était centrée sur le système. Encore au début du siècle, Maurice Halbwachs, par exemple, élève de Durkheim, expliquait les conduites des ouvriers, et en particulier leurs conduites de consommation bien analysées par des études allemandes sur leurs budgets, par le fait que les ouvriers étaient délégués par la société aux rapports avec la matière et étaient donc marginalisés au regard des réseaux d'échanges qui constituent le centre de la vie sociale. Ce raisonnement est évidemment tout à fait différent de celui qui dit: le travailleur cherche à acquérir le contrôle sur sa propre activité, donc une certaine autonomie, et entre, pour cette raison même, en conflit avec les méthodes dites scientifiques d'organisation du travail dirigées par une conception très patronale, bien résumée par la phrase: salariés, on ne vous demande pas de penser; il y a des gens qui sont payés pour ça. D'où l'importance centrale et même peut-être excessive accordée au travail à la chaîne, qui ne fut jamais la forme prédominante de fabrication, mais qui symbolisait la perte d'autonomie, la déshumanisation que Charlie Chaplin et René Clair ont montrées dans leurs films. De là aussi l'image plus globale d'un monde mécanisé, déshumanisé, tel que l'ont représenté Murnau ou Fritz Lang.

S'il est vrai que la société industrielle s'est représentée à elle-même en termes de production et de profit, c'est seulement à la fin de son histoire et plus encore au moment de l'entrée dans la société postindustrielle que l'idée de travail a pris une importance centrale. D'abord pour dénoncer l'aliénation dans le travail; plus récemment pour souligner l'importance grandissante de la connaissance dans la croissance économique. Dans un cas comme dans l'autre, c'est sur le travail et le travailleur, sur le travail comme action par conséquent, que se centre l'attention et non plus sur le système industriel ou capitaliste.

Il est paradoxal qu'on parle tant de la fin du travail au moment où son importance dans la création d'un acteur autonome et responsable est reconnue plus que par le passé. Ce changement de perspective va même plus loin et devient un des éléments principaux des mutations actuelles de l'analyse sociologique. L'image qui commande notre représentation de la vie sociale est celle d'un individu ou d'une catégorie pris en étau entre un système économique globalisé et qui semble hors d'atteinte et un néo-communautarisme obsédé par les idées de pureté et d'homogénéité. Nous nous demandons comment il est possible que cet individu ou ce groupe possèdent une certaine autonomie alors qu'ils sont menacés par deux logiques aussi opposées l'une que l'autre à l'autonomie de l'acteur social. Manipulé par les marchés et une société de production, de consommation et de communication de masse ou, au contraire, contrôlé par un pouvoir communautariste qui interdit tout particularisme et encore plus tout individualisme, l'acteur semble destiné à disparaître, la vie sociale se réduisant à l'affrontement des forces économiques et politiques d'un côté, et des identités culturelles de l'autre. Le sociologue, alors, ne pourrait pas aller au-delà de la dénonciation de ces deux forces opposées et complémentaires de domination et de répression. Cette conclusion radicalement désespérante est cependant excessive et même erronée, car elle ne rend pas compte des initiatives que prend l'acteur pour se créer un espace d'autonomie et donc pour se constituer comme sujet libre et responsable. D'un côté, on a toujours vu l'esprit de laïcité s'opposer à la domination théocratique dans les sociétés religieuses. Grâce à lui, la défense des croyances et des valeurs a pu se séparer de leur mise en forme sociale par des lois et des coutumes dont la prétention à être l'expression directe et obligatoire des croyances a ainsi été rejetée. De l'autre côté, qui nous concerne plus directement ici, les acteurs sociaux opposent à la logique du marché et de la compétitivité le travail en tant que moyen de construction de soi comme acteur libre, comme sujet. Partout aujourd'hui se manifeste le conflit entre la production, qui doit être de plus en plus flexible, et le travail qui se professionnalise, c'est-à-dire qui revendique autonomie et continuité et qui veut définir librement ou contractuellement les règles de sa pratique. Bien que nous en soyons encore à l'étape de la réflexion plutôt qu'à

celle de la construction de nouvelles politiques sociales, il est clair que le problème social le plus important aujourd'hui est de concilier l'imprévisibilité et la discontinuité des situations économiques avec le besoin de prévisibilité et de continuité qu'éprouvent les acteurs humains, en particulier dans le domaine de la vie économique. C'est dans l'expérience de travail que les individus, travailleurs ou non, étudiants, chômeurs ou retraités, doivent et peuvent se défendre contre les contraintes du marché. Il est très difficile et peut-être impossible à un individu de se vivre comme sujet de sa propre existence s'il ne parvient pas à détacher son travail du système économique, s'il n'a pas un certain contrôle sur son travail, alors même que ni lui-même ni le gouvernement de son pays n'ont de contrôle suffisant sur l'ensemble du système économique. Ceux qui pensent que c'est par la recherche de leur plaisir qu'ils échappent au pouvoir de l'économie aussi bien que de l'intégrisme communautariste n'ont pas tort, tant qu'ils sont protégés de ces pouvoirs, d'un côté par leur professionnalité et de l'autre par leur capacité de résister à la pression communautariste. Le travail peut fournir une simple protection grâce à laquelle un individu dispose d'un espace individuel, sans nécessairement s'en servir comme base de résistance à des pouvoirs, surtout quand ceux-ci sont limités par des institutions libérales. Mais, de toute manière, il est plus facile à celui qui a l'appui professionnel et économique du travail de satisfaire ses goûts personnels.

On hésite ici à se joindre aux innombrables jugements qui associent le chômage à la désorganisation sociale et psychologique des jeunes sans travail. Mais il est impossible d'évoquer l'idée de fin du travail conçue comme une libération sans observer d'abord que l'absence de travail conduit à un repli sur les groupes primaires, groupes de voisinage, groupes ethniques, et par conséquent expose à la pression d'un communautarisme qui peut être celui d'une bande, d'une secte ou d'un territoire ou, dans d'autres cas, conduit à des formes bien différentes de travail qui sont marginales, occasionnelles ou délinquantes. Il est vrai que dans la jeunesse faiblement qualifiée, l'identification au travail est rare. Beaucoup de jeunes ne se sentent pas fortement engagés dans des activités peu intéressantes dont ils attendent seulement des moyens de subsistance. Chacun peut faire l'expérience de ce type d'attitude, qui se répand d'autant plus que les appels de la consommation ont de plus en plus d'attrait alors que ceux du travail et de la production continuent à ne pas en avoir dans l'ensemble. Mais il est plus juste de dire ici que les formes de non-identification au travail ont changé que d'affirmer qu'elles ont augmenté. Le travail fut, pendant longtemps, pour la plupart, une nécessité dont on faisait un devoir et où quelques-uns voyaient même leur malédiction. Ces conceptions ont disparu ou se limitent à la reconnaissance d'une nécessité économique, d'ailleurs plus limitée qu'autrefois et à laquelle il

peut être satisfait par des travaux intérimaires ou à temps partiel. En revanche, j'ai déjà dit que la professionnalisation du travail a progressé, et avec elle la capacité de donner un sens élargi à l'expérience de travail.

Il n'y a rien d'original à dire que le travail est souvent subi; on peut penser qu'il l'était plus souvent encore quand il n'apportait que la survie et qu'il est beaucoup plus facile à plusieurs aujourd'hui, s'ils ont du travail, de combiner une identification personnelle avec les goûts et les activités hors travail.

Conclusion

Il est difficile d'aller plus loin dans ce débat sans revenir sur soi-même et rendre claires autant que possible les orientations culturelles qui commandent, au moins autant que les faits observables, les positions prises ici. Ce qui peut être considéré comme une position acceptable par presque tous est que notre société s'individualise, que la référence à des principes non sociaux, à l'intérêt général et au devoir perd rapidement de son importance. Dans la mesure où le travail, comme la famille ou l'école, a été chargé d'une vision normative, où il a été présenté comme un devoir social, il fait peu de doute qu'on peut annoncer la fin d'une morale sociale du travail. Mais, et j'insiste — de la même manière qu'on assiste à l'affaiblissement de la fonction sociale de la famille et que le système scolaire ne pourra plus très longtemps s'opposer à une révision profonde de ses fonctions —, l'individu ne se sent plus au service de la société et le travail n'est plus défini positivement comme un devoir social. Mais c'est à partir de ces transformations, qu'il est impossible de nier, que le débat s'ouvre, alors que beaucoup croient qu'il se ferme. Dans cette société où l'individualisme progresse tout en étant menacé à la fois par la pression des marchés et celle des communautarismes, quelle est la place du travail? N'est-il que le porteur d'une morale sociale obsolète? Est-il devenu une forme de soumission aux impératifs du marché et ne peut-il plus sérieusement défendre l'autonomie professionnelle des travailleurs, déjà vivement attaquée par l'organisation scientifique du travail depuis un siècle et qui semble submergée par la mondialisation de l'économie, l'externalisation et la délocalisation de beaucoup de leurs activités par les firmes, par la transformation rapide des professions et des compétences?

Cette argumentation ne me semble cependant pas convaincante. Car la pression du marché entraîne une dépendance, une fragilité et des résistances des individus comme des sociétés qui ne peuvent mener qu'à la catastrophe. Avons-nous déjà oublié, parce que nous sommes entrés depuis 1989 dans le XXI^e siècle, ce que fut le XX^e? Il naquit en 1914,

après plusieurs décennies de triomphe du capitalisme industriel et financier, c'est-à-dire après une forte séparation de l'économie et de la société. Et le XXe siècle, dont nous sortons, fut dominé par la revanche non pas des sociétés mais des idéologies politiques, qu'elles s'appuient sur le rationalisme scientifique, sur le racisme ou sur un intégrisme nationaliste ou religieux. Il n'est pas artificiel de se demander, un siècle plus tard, si nous allons entrer à nouveau dans un siècle de totalitarisme et de chaos après nous être laissé aller pendant vingt ans ou quarante aux charmes pervers d'un capitalisme financier rebaptisé mondialisation. Ce qui est nouveau est que nous ne croyons plus que les institutions politiques nationales puissent empêcher cette séparation de l'économie et de la société et que nous ne croyons pas encore que les institutions européennes ou mondiales puissent remplacer dans cette fonction les institutions nationales débordées. La seule force qui puisse résister à ce grand déchirement des sociétés, c'est l'appel à l'acteur personnel, menacé par ses œuvres comme par l'exaltation des identités collectives. Et s'il est vrai que cet individu peut fuir la vie collective, ne demander au travail que les ressources nécessaires à cette fuite, il ne peut écarter ce qui le menace que s'il s'affirme socialement comme principe auquel la société doit se soumettre. Cet individu devient sujet, d'abord en s'affirmant comme travailleur, comme créateur. L'époque où l'on ne voyait face à face que les marchés déchaînés et les replis identitaires est terminée. Dans plusieurs parties du monde et dans les organisations internationales elles-mêmes, la nécessité d'un nouveau contrôle social sur les forces économiques est de plus en plus reconnue. Et autant il serait naïf de croire que la loi peut arrêter le marché, autant il reste vrai que les pressions populaires font découvrir aux gouvernements et aux marchés eux-mêmes qu'il faut rétablir un équilibre entre la volatilité des marchés et la nécessaire continuité des vies personnelles. Nous n'allons pas vivre une nouvelle social-démocratie, mais à mesure que les États nationaux perdent le contrôle des grandes politiques économiques, leur tâche se rend de plus en plus sociale. Les autorités politiques ont devant elles trois grandes tâches: d'abord assurer la modernisation technologique, en deuxième lieu éviter les ruptures dans la société et, enfin, décider de la répartition des revenus. Dans ces trois domaines, c'est en termes de travail que commence à se poser le débat politique. L'innovation technologique suppose une bonne formation professionnelle et l'appui des banques aux nouvelles entreprises. La prévention des risques sociaux majeurs consiste avant tout à redonner à chaque société, locale, nationale ou continentale, un contrôle de ses propres transformations. C'est ce que demandent les travailleurs, et leur demande ne peut pas être confondue avec le conservatisme corporatiste. Enfin, les revenus peuvent-ils rester aussi dissociés qu'ils le sont aujourd'hui des qualifications, si l'on croit à la nécessité de construire une société informationnelle, donc dans laquelle les activités *high-tech* jouent un rôle central? C'est déjà l'alliance des technologies nouvelles

et de la lutte contre l'exclusion sociale qui fait renaître la volonté politique et qui nous ramène à une société de nouveau volontaire et capable de choisir des rapports justes entre le travail créateur et la place des travailleurs dans la répartition des revenus et dans la formation des programmes politiques.

En conclusion, on doit admettre que nous sommes sortis d'une société de production inspirée par le grand projet de dominer la nature, mais ce n'est pas une raison pour nous abandonner à l'idée que notre société n'est qu'un ensemble de marchés et que les acteurs sociaux ne sont que des consommateurs dont le comportement est déterminé par la société de masse. Nous assistons, au contraire, après une phase de développement proprement capitaliste, à la renaissance d'une société de production, non plus industrielle mais informationnelle, dans laquelle la technologie joue un rôle beaucoup plus grand que dans n'importe quelle société passée, et où, par conséquent, les problèmes du travail, loin d'être secondaires, deviennent plus directement centraux que dans la société industrielle. Et cela pour deux raisons complémentaires. La première est que le règne du marché a entraîné des inégalités croissantes et la montée de l'exclusion et du chômage, car c'est d'abord le rejet du chômage qui est devenu la force politique principale. La seconde est qu'une proportion toujours plus grande des membres des sociétés déjà postindustrielles jouent un rôle actif dans cette société de l'information et de communication. Leur participation est si active et si étendue que la frontière n'est plus toujours claire entre le travail et le jeu ou l'éducation. Ce qui veut dire que la référence au travail, à la connaissance, à la production et à la compétitivité est partout présente.

Telles sont les raisons pour lesquelles, après une période de transition capitaliste qui a pu faire croire que les problèmes du travail et de la production n'étaient plus capables de structurer la vie sociale, nous entrons dans une nouvelle civilisation du travail.

Alain TOURAINE

Centre d'analyse et d'intervention sociologique
École des hautes études en sciences sociales

Résumé

Dans les années récentes, on a beaucoup parlé de la fin du travail, parfois même d'une naissante civilisation des loisirs appuyée sur la réduction du temps de travail et un déplacement des aspirations du monde professionnel vers le monde plus personnel de la culture et des activités libres. En fait, le déclin de l'idée de travail accompagne celui de l'idée plus large de société de production, parce que le capitalisme

financier exerce une influence dominante sur la vie économique. Que les membres d'une société soient appelés à se comporter en consommateurs plus qu'en travailleurs cadre avec cette domination. Si, au contraire, on remplace l'idée de consommation par celle de création d'un projet personnel de vie fondé sur l'estime de soi, on voit que le travail est un élément essentiel de cette construction d'une histoire de vie, surtout quand le chômage et la précarité frappent une partie importante de la population. Bref, tout porte l'auteur à croire au retour, à la fois nécessaire et possible, à une société de production et de travail.

Mots-clés: travail, mondialisation, capitalisme, sujet, production, estime de soi, consommation, productivité, emploi, chômage.

Summary

Much has been said in recent years about the end of work, even at times of a nascent civilization of leisure based on a reduction of work time and a shift in aspirations from the professional world to the more personal world of culture and free-time activities. Indeed, the decline of the idea of work has accompanied the decline of the larger idea of the society of production, because financial capitalism has a dominant influence on economic life. That members of society are being called up to behave more as consumers than as workers fits quite well with this domination. If, however, one replaces the idea of consuming with the idea of creating a personal life project based on self-esteem, one can see that work is an essential ingredient of this construction of a life history, especially when unemployment and job insecurity affect a sizeable portion of the population. In short, the foregoing leads the author to envision a return, at once necessary and possible, to a society of production and work.

Key-words: work, globalization, capitalism, subject, production, self-esteem, consumption, productivity, employment, unemployment.

Resumen

En los años recientes, se ha hablado mucho del fin del trabajo, a veces hasta del nacimiento de una civilización de ocio apoyada en la reducción del tiempo de trabajo y en el desplazamiento de las aspiraciones del mundo profesional hacia un mundo más personal de la cultura y de las actividades libres. En efecto, la declinación de la idea del trabajo acompaña la idea más amplia de sociedad de producción, debido a que el capitalismo financiero ejerce una influencia dominante sobre la vida económica. Que los miembros de una sociedad sean

llamados a comportarse como consumidores más que como trabajadores, es coherente con esta dominación. Si al contrario, se reemplaza la idea de consumo por la de creación de un proyecto personal de vida fundado en la autoestima, el trabajo es identificado como un elemento esencial en la construcción de una historia de vida, sobretudo cuando el desempleo y la precaridad afectan una parte importante de la población. En resumen el autor hace creer que el regreso a una sociedad de producción y de trabajo es a la vez necesario y posible.

Palabras claves: trabajo, mundialización, capitalismo, sujeto, producción, autoestima, consumo, productividad, empleo, desempleo.